

Annexe I. Profil des entreprises agro-industrielles israéliennes et de leurs activités à l'étranger

Afimilk au Vietnam et en Russie

Afimilk est une société israélienne de technologie laitière également spécialisée dans la construction d'exploitations laitières « clés en main » à l'étranger. Elle a été fondée par Kibbutz Afikim - Agricultural Cooperative Society Ltd, mais est désormais détenue majoritairement par la société israélienne de capital-investissement Fortissimo Capital Management Ltd. Afimilk affirme avoir des activités dans plus de 50 pays, ses technologies étant utilisées dans 15 000 exploitations laitières. Selon l'organisation palestinienne Who Profits?, Afimilk construit et fournit des installations laitières dans les colonies illégales du territoire palestinien de Cisjordanie¹.

L'un des plus grands projets de l'entreprise à l'étranger se situe au Vietnam. En 2010, Afimilk a signé un accord pour la construction et la gestion d'une mégaferme laitière de 45 000 vaches dans la province de Nghệ An avec la société laitière TH Group, son partenaire vietnamien. Le coût initial estimé de la ferme était de 500 millions de dollars, le gouvernement israélien promettant de prendre en charge 100 millions de dollars sur dix ans, mais les dépenses totales de la ferme ont maintenant dépassé les 1,2 milliard de dollars³.

Des milliers de vaches ont été importées de Nouvelle-Zélande jusqu'à Nghệ An et équipées de puces électroniques fonctionnant avec le logiciel d'Afimilk et gérées par des ingénieurs israéliens⁴. Bien que l'exploitation comprenne 8 000 ha de terres fournies par l'État pour la production d'aliments pour animaux, elle dépend toujours de l'importation de soja et d'autres matières premières, car chaque vache a besoin de sept tonnes d'aliments par an.

Le projet a eu des impacts majeurs sur les populations locales. La construction et l'exploitation des fermes ont entraîné une grave dégradation et contamination de l'environnement, et 700 familles ont été chassées de leurs terres pour faire place au projet. Les petites fermes laitières vietnamiennes ont également été touchées. Le projet a vu le jour lorsque le Vietnam a commencé à mettre en œuvre des politiques visant à faciliter l'investissement des entreprises dans son secteur laitier, avec l'encouragement actif du gouvernement israélien⁷. Avant 2010, la production laitière était entièrement assurée par de petites fermes, mais dès 2014, TH Group et quelques autres entreprises détenaient un quart du cheptel national via des mégafermes.

À partir du Vietnam, Afimilk a rapidement étendu ses activités à d'autres pays d'Asie. En 2012, par l'intermédiaire de sa filiale Waikato, la société a remporté un appel d'offres de 500 millions de dollars émis par la plus grande entreprise laitière chinoise, Mengniu, pour construire des salles de traite en Chine. En 2016, elle a été engagée par l'entreprise israélienne LR Group pour fournir des équipements à une mégaferme laitière en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Et tout récemment, en 2020, Afimilk a été engagée pour construire une exploitation laitière de 10 millions de dollars au Cambodge, détenue par un consortium d'investisseurs d'Israël, de Singapour et du Japon¹⁰.

La Russie est un autre marché de croissance clé pour les entreprises israéliennes du secteur laitier. La présence d'Afimilk dans le pays remonte au moins à 2005, lorsqu'elle a engagé un partenariat pour construire des exploitations laitières dans la région russe de Rostov avec AFK Sistema, un grand conglomérat appartenant à l'« oligarque » russe Vladimir Yevtushenkov, visé actuellement par des sanctions en raison de la guerre russe en Ukraine¹¹. Le partenaire d'Afimilk, LR Group, a signé en 2013 un accord avec le russe Ambika-Agro, une société membre du Conseil des affaires russo-israélien, pour construire une grande exploitation laitière en Tchétchénie.

Puis, en juin 2016, Vladimir Poutine et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont eu une réunion au cours de laquelle ils ont spécifiquement discuté de la coopération dans le secteur laitier – dans le cadre des efforts visant à approfondir les liens politiques et économiques entre les deux pays. Cela a immédiatement conduit à un accord de 100 millions de dollars entre LR Group et le Fonds d'investissement direct russe, un fonds souverain qui

a été sanctionné par les États-Unis et l'UE après l'invasion russe de l'Ukraine en 2014, pour construire des exploitations laitières de 3 000 à 5 000 vaches à travers la Russie¹⁴.

C'est également à cette époque que le partenaire vietnamien d'Afimilk, TH Group, a signé un contrat de 2,7 milliards de dollars avec le Fonds d'investissement direct russe pour construire un projet d'exploitation laitière de 200 000 vaches, Afimilk se chargeant de la construction et de l'exploitation¹⁵.

Les groupes LR et Mitrelli en Angola

De nombreuses entreprises israéliennes impliquées dans la promotion de projets agricoles clés en main à l'étranger ont démarré en Angola. Pendant la guerre civile angolaise, dans les années 1990, plusieurs anciens hauts responsables des Forces de défense israéliennes et des services secrets (Mossad) ont vendu des armes et des services de défense aux deux camps. À la fin de la guerre, ils ont cherché d'autres moyens de tirer profit de leurs relations politiques de haut niveau avec le camp vainqueur, le gouvernement de José Eduardo dos Santos.

Le marchand d'armes Arcadi Gaydamak et le général à la retraite de l'armée israélienne Zeev Zacharin semblent avoir été les premiers à proposer des projets agricoles au régime de Dos Santos en 2001. Ils se sont associés à un général angolais pour mettre en place une exploitation agricole à l'extérieur de Luanda, en sous-traitant la construction à Green 2000¹⁷. D'autres sociétés israéliennes impliquées dans des transactions d'armement et actives en Angola ont bientôt suivi leur exemple, notamment LR Group.

LR Group a été fondé en 1985 par trois anciens pilotes de l'armée de l'air israélienne : Ami Lustig, Eytan Stibbe et Roy Ben-Yami. L'entreprise a commencé à intervenir en Angola en 1991, sous la direction de Haim Taib, ancien officier de l'armée israélienne. Les équipements militaires et les autres services que LR Group a fournis au Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), sous la direction de José Eduardo dos Santos, ont joué un rôle crucial dans sa victoire. Comme l'a dit un responsable angolais : « [Dans la pratique,] c'est LR Group qui dirigeait l'armée. »¹⁹. LR Group n'a pas répondu à nos questions à ce sujet.

Après la guerre, en 2003, LR Group a mené un projet, financé par le gouvernement angolais, pour réinstaller d'anciens soldats des deux camps dans un village agricole. Le projet était situé à Waku Kungo, sur des terres où le Portugal avait tenté, en vain, de construire une « utopie paysanne blanche » et où la coopération bulgare avait échoué avec un projet de collectivisation dans les années 1970²⁰. Le projet de 9 000 hectares a été baptisé Aldeia Nova (Nouveau Village), en référence aux villages agricoles coopératifs établis en Israël dans les années 1950²¹.

« Aldeia Nova représentait une transition des affaires militaires vers les affaires commerciales », a déclaré un responsable angolais impliqué dans le projet. Et, comme pour les arrangements militaires, les Israéliens ont fourni la technologie et le financement, et les Angolais ont payé.

Le projet Aldeia Nova a été structuré par l'intermédiaire de Vale Fertil Limited, une filiale de LR Group basée dans les îles Vierges britanniques, et le financement a été organisé dans le cadre d'une ligne de crédit de 3 milliards de dollars que LR Group a fournie à l'État angolais par l'intermédiaire de sa filiale offshore, Luminar Finance Ltd, et qui a été garantie par la compagnie pétrolière nationale angolaise²³. Le gouvernement angolais a versé au moins 70 millions de dollars à LR Group pour le projet par le biais de ce mécanisme de financement²⁴. LR group n'a pas répondu à nos questions sur le financement du projet.

LR Group déclare que « depuis le début du projet, Aldeia Nova a généré de l'emploi, des aliments frais et un nouvel espoir dans la région ».²⁵ Mais d'autres sources dressent un tableau très différent. Tout d'abord, les familles vivant sur les terres concernées ont été évacuées avant que LR Group ne commence à mettre en œuvre le projet sur le terrain. « Ce sont les Angolais qui s'en chargent, pas nous », a déclaré Avi Shalev, un ancien officier de la marine israélienne, qui était en charge de l'installation pour LR Group. « S'ils pensent que des étrangers sont amenés pour les expulser de chez eux, cela pourrait mal se passer. Nous ne voulons pas qu'ils disent que l'homme blanc les a chassés²⁶. » Ensuite, les familles recrutées pour le projet ont démarré leur production avec une dette, car les maisons, les intrants et le bétail ont été fournis sous forme de prêts financiers. Si les produits livrés par les familles ne répondent pas aux normes définies par les responsables, ils n'obtiennent que des prix inférieurs ou sont rejetés et de nombreuses familles accumulent ainsi rapidement des dettes. Le modèle de production lui-même, extrêmement axé sur le marché et basé sur une unité de production domestique, a été imposé de manière verticale au détriment de la forme traditionnelle d'agriculture communautaire fondée sur l'entraide²⁷.

Selon les recherches de Ricardo Soares de Oliveira, en 2008, lorsque LR Group s'est retiré du projet et l'a transmis à l'État angolais, le projet était en grande difficulté. Il était très dépendant des gestionnaires israéliens et avait

besoin « d'injections constantes de liquidités pour continuer à fonctionner ». En 2011, Aldeia Nova était en faillite et les familles locales engagées par l'entreprise n'avaient pas été payées depuis des mois²⁸.

Le gouvernement angolais s'est ensuite adressé aux mêmes hommes d'affaires israéliens pour reprendre le contrôle du projet, le cédant cette fois à Mitrelli Group, une société créée et détenue par deux fondateurs de LR Group, Haim Taib et Eytan Stibbe²⁹. Par le biais du nouveau fonds de capital-investissement de ce dernier, Vital Capital (enregistré en Suisse et passant par les îles Vierges britanniques), Mitrelli a promis de redynamiser Aldeia Nova et de créer encore plus d'exploitations agricoles dans tout l'Angola avec un investissement de 10 millions de dollars³⁰. Vital Capital détenait 41 % de la nouvelle société créée pour gérer le projet et l'État angolais les 59 % restants³¹.

Un audit indépendant lancé par le gouvernement nouvellement élu en 2020 a révélé que l'entreprise subissait des pertes énormes et croissantes, et qu'il y avait de graves irrégularités de gestion et des préoccupations relatives au non-respect des obligations fiscales. L'audit a montré que la société n'avait rien reçu des 10 millions de dollars d'investissement promis par Vital Capital. Pire encore, au lieu de traiter la promesse de 10 millions de dollars de Vital comme un achat d'actions, la société l'avait enregistrée comme un prêt et payait à Vital un intérêt de 8,75 % chaque année. En 2019, Aldeia Nova avait accumulé plus de 12 millions de dollars de dettes envers Vital et payait à la société 875 000 dollars d'intérêts par an (pour un prêt supposé qui n'a jamais été fourni). En outre, au cours de l'exercice 2019, les différentes filiales de Mitrelli avaient facturé à la société plus de 1,5 million de dollars pour des services et fournitures, sans compter les paiements non comptabilisés pour des services rendus par STB Holdings, une société étrangère contrôlée par Eytan Stibbe et son épouse (443 670 dollars) et par la filiale chypriote de Mitrelli (191 200 dollars). Le vérificateur a également averti la direction de l'entreprise qu'un compte bancaire local de Mitrelli était utilisé pour envoyer de l'argent à l'étranger sans supervision appropriée de l'entreprise³². L'audit des comptes 2020 a eu des résultats similaires et a révélé des doutes sur le respect de la réglementation fiscale. Mitrelli Group n'a pas répondu à nos questions sur les conclusions de l'audit.

Jovens Lúcidos est un groupe de jeunes de la région récemment créé pour dénoncer les abus commis par l'entreprise Aldeia Nova³³. Ces jeunes indiquent que l'agriculteur ou l'agricultrice lambda fournit à l'entreprise entre 970 et 1 550 dollars environ de fruits et légumes chaque mois, mais ne reçoit qu'environ 50 dollars en retour, généralement avec un retard de paiement de deux, voire huit mois. De nombreuses familles agricoles sont endettées auprès de l'entreprise, jusqu'à 11 600 dollars pour certaines³⁴. Les familles impliquées dans le projet ont fait part de leurs préoccupations aux autorités municipales, provinciales et nationales, et elles ont même envoyé une lettre au président angolais, mais jusqu'à présent, aucune mesure n'a été prise. Jovens Lúcidos demande que les travailleurs et les travailleuses reçoivent des titres de propriété pour leurs maisons et leurs terres, et qu'une entreprise entièrement nouvelle et différente soit créée.

Le déplacement des populations locales et la pauvreté des familles participantes pourraient expliquer les problèmes rencontrés par l'entreprise en matière de vol à l'intérieur de l'exploitation. L'entreprise affirme perdre 900 000 dollars par an à cause du vol de denrées alimentaires dans ses champs. Pour tenter de mettre fin à ces vols, Aldeia Nova a fait appel à la société de sécurité privée Teleservice, dont les propriétaires seraient des généraux angolais, qui utilise des drones et des gardes équipés de véhicules, de chiens et d'armes³⁶. Le nouveau gouvernement semble déterminé à se retirer du projet et a engagé la privatisation d'Aldeia Nova en août 2021.

Netafim en Inde

Netafim est un fournisseur israélien de services et de technologies pour les projets d'irrigation à grande et petite échelle, les serres et l'exploitation minière. L'entreprise a été créée en 1965 dans le kibboutz Hatzerim (région du Néguev dans le sud d'Israël). Elle est présente dans 110 pays, à travers 33 filiales et 17 usines³⁸. Ses principaux marchés sont les États-Unis, l'Inde, la Turquie, l'Union européenne et l'Amérique latine. En 2017, la société mexicaine Orbia Advance Corporation (anciennement Mexichem) a racheté 80 % de Netafim. Orbia est une société cotée en bourse intervenant dans divers secteurs, tels que : les technologies d'agriculture numérique, les infrastructures de communication de données, les systèmes de gestion de l'eau, les produits chimiques pour l'automobile, les infrastructures et la médecine. Cependant, Netafim garde son siège en Israël, fait régulièrement partie de délégations officielles et est ouvertement soutenu par les autorités israéliennes à l'étranger⁴⁰. En 2020, le chiffre d'affaires total de Netafim s'élevait à 972 millions de dollars (15% des revenus d'Orbia) et la société comptait 4 000 employés.

L'implication de Netafim dans le système de colonisation israélien a été documentée par Who Profits. La société est également l'une des 150 entreprises qui ont reçu une lettre d'avertissement de la Commission des droits de

l'homme des Nations Unies pour avoir exercé ses activités dans des colonies israéliennes illégales, ce qui constitue une violation de la 4^{ème} Convention de Genève et un crime de guerre .

L'Inde est un marché important pour Netafim. Depuis la création d'une filiale locale en 2001, ses revenus ont été multipliés par dix . En 2010, Igal Aisenberg, président et directeur général de Netafim, a affirmé que l'entreprise était implantée sur la quasi-totalité des marchés locaux du pays, avec une part de marché moyenne de 20 %. En 2020, Netafim avait des projets d'irrigation dans 202 villages à travers l'Inde, concernant plus de 97 000 agriculteurs et agricultrices sur 106 000 hectares, pour une valeur, selon l'entreprise, de 245 millions de dollars⁴⁵. Netafim espère que ses revenus augmenteront encore davantage dans le cadre du plan du gouvernement central visant à irriguer 2 millions d'hectares au goutte-à-goutte et par aspersion d'ici cinq ans .

La première grande entreprise de Netafim en Inde était située à Kuppam, dans l'État méridional du Telangana (anciennement Andhra Pradesh) pour un projet modèle d'agriculture contractuelle utilisant l'irrigation goutte-à-goutte pour des cultures telles que les pommes de terre, les cornichons et l'arachide au début des années 2000. Une étude de ce projet indique le déplacement des paysan·nes de la région pour remembrer les terres pour ce projet. La technologie israélienne a été considérée comme économiquement non viable sans les généreuses subventions de l'État et le projet complet, qui s'accompagnait de l'utilisation d'engrais et d'intrants chimiques, a été qualifié de non durable sur le plan social et environnemental⁴⁷. Une autre étude a révélé que les paysan·nes indien·nes n'ont pas bénéficié du modèle d'irrigation de Netafim dans le projet Ramthal de 2017 au Karnataka, qui s'étendait sur des dizaines de milliers d'acres et concernait 15 000 agriculteurs et agricultrices dans 30 villages. Concrètement, l'enquête a révélé que les fermes ont dû payer très cher pour l'entretien des lignes de goutte-à-goutte une fois le modèle imposé sur leurs terres⁴⁸. En 2019, Netafim a été chargé de développer quatre projets similaires à grande échelle au Karnataka et au Telangana dans plus de 100 villages, impliquant 60 000 agriculteurs et agricultrices. Cette fois, la technologie développée par mPrest, une filiale de l'entreprise militaire publique israélienne Rafael Advanced Defence Systems, a été adaptée à un usage civil . Comme mentionné précédemment, le même logiciel a été utilisé par l'armée israélienne lors d'attaques contre Gaza en 2014.

En 2020, en Inde, un groupe d'agriculteurs et d'agricultrices a poursuivi en justice la division de financement de Netafim. Ils affirment que l'Agence de financement agricole de Netafim (NAFA) n'a pas installé les technologies d'irrigation ni fourni le soutien agronomique d'un an qui avait été promis .

Le groupe Tahal (Kardan N.V.) en Angola

Tahal est une société d'ingénierie hydraulique créée en 1952 par Israël qui est présente en Israël, dans les territoires occupés de Palestine et à l'étranger⁵¹. En 1992, elle a été privatisée et achetée par un groupe d'investisseurs israéliens dirigé par une société immobilière appelée Kardan Israel. Kardan et Tahal ont ensuite été enregistrés aux Pays-Bas et, en 2001, Tahal est devenue une filiale à part entière de Kardan N.V., une société désormais cotée en bourse sur Euronext Amsterdam et à la Bourse de Tel Aviv⁵².

Selon Who Profits?, Tahal a été chargé à plusieurs reprises ces dernières années de construire des infrastructures hydrauliques dans les territoires palestiniens occupés. L'entreprise a également été incluse dans la liste des Nations Unies des sociétés et des banques soutenant la colonisation illégale⁵³.

Tahal a participé à plusieurs projets d'irrigation agricole, dont un projet de 20 000 hectares dans la région du lac Tana en Éthiopie et un projet de 15 310 hectares dans le sud du Kazakhstan, dans le cadre d'un programme d'irrigation plus vaste financé par la Banque mondiale et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement⁵⁴. Le gouvernement du Botswana a engagé Tahal pour rédiger un plan directeur national sur 10 ans pour le développement de l'agriculture arable et de l'industrie laitière dans les années 1990, après quoi Tahal a présenté une « proposition d'agriculture commerciale » de 750 millions de dollars et 40 000 hectares en 2005, appelée Projet de développement agrocommercial intégré du Zambèze (Zambezi Integrated Agro-Commercial Development Project). Le gouvernement du Botswana a approuvé le projet en 2006 et a engagé Tahal pour « faciliter les négociations » visant à son développement. Cependant, la société n'a pas pu obtenir de financement et le projet n'a pas été mis en œuvre⁵⁵.

Les activités agro-industrielles les plus importantes de Tahal ont été menées en Angola dans le cadre d'un partenariat avec une société appelée ZRB Consulting Finance & Development Limited. ZRB est majoritairement détenue par Zeev Zacharin, un général israélien à la retraite bien connu pour son implication dans le commerce des diamants et les sociétés militaires privées en Afrique⁵⁶. Zacharin était un proche partenaire commercial du marchand d'armes israélien Arcadi Gaydamak et a travaillé en étroite collaboration avec lui sur ses activités initiales en

Angola dans les années 1990, notamment dans le contexte du scandale des ventes d'armes de l'Angolagate, dans lequel des armes pour un montant de 790 millions de dollars ont été vendues au président angolais Dos Santos, au mépris de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU. En 2009, dans cette affaire, Gaydamak a été reconnu coupable de trafic d'armes illicite, de fraude fiscale et de blanchiment d'argent par un tribunal de Paris⁵⁷. Il a été acquitté en 2015 pour le chef d'inculpation de trafic d'armes illicite mais reconnu coupable de délits fiscaux et de blanchiment d'argent, et condamné à trois d'emprisonnement⁵⁸. Les liens de Zacharin avec Kardan semblent remonter aux activités initiales de Kardan dans le commerce des diamants. Dans les années 1990, Zacharin dirigeait une société militaire privée, Levdan, filiale de Kardan Investment, qui aurait conclu un contrat d'armement et de sécurité de 50 millions de dollars au Congo⁵⁹. Peu de temps après, il a suivi Gaydamak en Angola, où il est devenu un acteur central du trafic d'armes et des services de sécurité militaire. Kardan N.V. n'a pas répondu à nos questions sur la relation entre la société et Kardan Investment ou Levdan.

En 2001, Zacharin et Gaydamak ont commencé la construction d'une exploitation agricole de cinq hectares à l'extérieur de la capitale angolaise Luanda. Le projet agricole, connu sous le nom de Terra Verde, aurait été financé par Gaydamak, mais aurait également eu le général angolais Fernando Araújo comme copropriétaire⁶⁰. La société israélienne Green 2000 Ltd a été chargée de la construction et de la gestion du projet Terra Verde⁶¹.

Il existe peu d'informations publiques sur les activités de Zacharin en Angola jusqu'à environ 10 ans plus tard, en 2016, quand lui et d'autres personnes du projet TerraVerde ont créé ZRB et ont commencé un partenariat avec Tahal pour assurer la gestion d'une grande exploitation agricole que Tahal avait été chargé de mettre en place en 2011 à Quiminha, sur les rives du Bengo.

Après quelques années passées à réunir des fonds, le projet de développement agricole et régional intégré de Tahal à Quiminha a réussi à rassembler la somme astronomique de 200 millions de dollars, grâce à des prêts accordés par la banque néerlandaise ING, la banque Hapoalim et la banque Leumi au gouvernement angolais, et avec des garanties fournies par les agences de crédit à l'exportation des Pays-Bas (Atradius), d'Israël (Ashra) et d'Italie (Sace)⁶². Une fois le financement obtenu, Tahal et le gouvernement ont commencé à déplacer les communautés agricoles d'une zone de 5 000 hectares pour permettre à Tahal de construire 310 nouvelles exploitations de 5 hectares chacune pour des « investisseurs privés nationaux ou étrangers ». En 2014, Tahal affirmait avoir réinstallé 1 000 familles issues de la zone du projet. D'après les conclusions d'une enquête menée par Maka Angola, le projet faisait partie d'un vaste système d'accaparement de terres dans la région, dans le cadre duquel les populations paysannes ont été déplacées par des fonctionnaires sans aucune indemnisation. « Ils ont exproprié les paysannes et les paysans, avec des promesses d'indemnisation qu'ils n'ont jamais tenues », a expliqué une personne la région à propos de Tahal⁶³.

À la fin du contrat de sept ans pour la construction du projet, en 2017, Tahal a transmis l'exploitation des fermes au gouvernement angolais. Mais les deux parties ont immédiatement signé un nouveau contrat de sept ans en vertu duquel Tahal, via une joint-venture avec ZRB, assurerait la gestion et l'exploitation. Le contrat donnait droit à Tahal et ZRB à la totalité des recettes des ventes issues de la production agricole de l'installation⁶⁴.

La même année, Tahal et ZRB ont signé quatre autres accords d'une valeur totale de 291 millions de dollars avec la société d'État Gesterra - Gestão de Terras Aráveis, pour créer quatre autres projets agricoles à grande échelle dans les provinces de Cabinda, Huambo, Kwanza Sul et Lunda Sul⁶⁵. Kardan N.V. n'a pas répondu à nos questions quant à l'état actuel de ces projets.

Le projet de Quiminha, quant à lui, est en mauvaise posture. Tahal s'est retiré en 2020⁶⁶. Des journalistes qui ont visité le site en 2022 ont rapporté que 600 personnes avaient récemment été licenciées et que les autres travailleurs et travailleuses n'avaient pas perçu de salaire depuis des mois. Plusieurs des maisons initialement destinées aux paysannes servaient en réalité de maisons de vacances à l'élite locale. Seules deux ou trois des soixante fermes de 50 hectares du site du projet étaient en cours d'exploitation, car il y avait un grave manque d'eau pour l'irrigation. Il était également mentionné que les infrastructures se dégradent en raison du manque d'utilisation. Au cours de leur enquête, les journalistes ont également découvert de graves problèmes de corruption et de mauvaise gestion, ce que nie la société angolaise actuellement chargée d'assurer la gestion du projet⁶⁷.

Notes

1. Voir : <https://www.whoprofits.org/company/afimilk-agricultural-cooperative/> [consulté le : 30 août 2022].
2. Selon TH Group, les exploitations couvrent actuellement 37 000 hectares (<https://www.thmilk.vn/en/th-farm/>) [consulté le : 30 août 2022].
3. Voir : Vietnam Investment Review, « Thai Huong listed among top 50 Asian women with international influence », 14 janvier 2022, <https://vir.com.vn/thai-huong-listed-among-top-50-asian-women-with-international-influence-90709.html> ; « The Revalter project Multiscale assessment of the livestock development pathways in Vietnam The TH milk company (Vietnam). Is such a large-scale investment sustainable? », CIRAD, RUDEC, octobre 2015, <https://agritrop.cirad.fr/579403/1/Report%20visit%20to%20TH%20mega-farm%20VF2.pdf>; et <https://www.thmilk.vn/en/th-farm/> [consulté le : 30 août 2022].
4. Nguyen Mai Huong et.al., « Dairy farming, a clash of production models », in : Atlas of livestock transitions in Vietnam 1986 - 2016, IPSARD, CIRAD, Chapitre 5, 2019, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-05/010083453.pdf [consulté le : 30 août 2022].
5. Nguyen Mai Huong et.al., « Dairy farming, a clash of production models », in : Atlas of livestock transitions in Vietnam 1986 - 2016, IPSARD, CIRAD, Chapitre 5, 2019, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-05/010083453.pdf [consulté le : 30 août 2022].
6. Voir : Land Matrix (<https://landmatrix.org/deal/3368/#general>) ; et « The Revalter project Multiscale assessment of the livestock development pathways in Vietnam The TH milk company (Vietnam). Is such a large-scale investment sustainable? », CIRAD, RUDEC, octobre 2015, <https://web.archive.org/web/20220305104643/https://agritrop.cirad.fr/579403/1/Report%20visit%20to%20TH%20mega-farm%20VF2.pdf>. En 2020, le média Moitruong.net.vn a dépêché une équipe de journalistes sur place. Les journalistes ont rapporté les plaintes déposées par les riverain-es auprès des autorités locales et du Comité populaire de la province de Nghe An, eu égard à la pollution générée par les projets, au point d'exiger une réinstallation. Des doutes ont été émis sur le respect plein et entier, par TH Group, du plan d'indemnisation tel qu'il était prévu (<https://moitruong.net.vn/nghia-dan-nghe-an-bai-5-trang-trai-bo-sua-th-true-milk-gay-o-nhiem-nang-ne-nguoi-dan-xom-dong-lam-tiep-tuc-keu-cuu-5202.html>). En juin 2022, les autorités locales ont réexaminé la nécessité d'allouer des fonds supplémentaires pour indemniser les personnes touchées et financer leur réinstallation (<https://doanhnghieptiepthi.vn/nghe-an-chu-tich-ubnd-tinh-lam-viec-voi-lanh-dao-huyen-nghia-dan-161220618111802952.htm>) [consulté le : 11 octobre 2022].
7. GRAIN, « The corporate attack on Pakistan's small dairies », 29 septembre 2021, <https://grain.org/en/article/6738-the-corporate-attack-on-pakistan-s-small-dairies> ; Avigayil Kadesh, « Israel and Vietnam plan R&D fund, free trade », ministère israélien des Affaires étrangères, 15 juin 2014 : <https://mfa.gov.il/mfa/innovativeisrael/agriculture/pages/israel-and-vietnam-plan-rd-fund-free-trade-15-juin-2014.aspx> ; et Abigail Klein Leichman, « Milking Israel's dairy expertise in Vietnam », Israel12c, 7 février 2011 : <https://www.israel12c.org/milking-israels-dairy-expertise-in-vietnam/> [consulté le : 30 août 2022].
8. Nguyen Mai Huong et.al., « Dairy farming, a clash of production models », in : Atlas of livestock transitions in Vietnam 1986 - 2016, IPSARD, CIRAD, Chapitre 5, 2019, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-05/010083453.pdf [consulté le : 30 août 2022].
9. Voir : <http://www.ffcapital.com/afimilk-wins-500-million-contract-chinese-dairies/> En 2014, Afimilk s'est associé à TIAN Nian G pour construire un autre projet laitier dans la province de Ningxia (<https://youtu.be/OeuOry-qoZo>) [consulté le : 30 août 2022].
10. Voir : <https://southeastasiaglobe.com/the-future-of-cambodias-agriculture/> [consulté le : 30 août 2022].
11. « Russian billionaire Yevtushenkov cedes control of Sistema after UK sanctions », Reuters, 13 avril 2022 : <https://www.reuters.com/article/ukraine-crisis-sistema-idUKKCN2M51LS>. Pour plus d'informations sur les fermes AFK-Afimilk, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=pGeDDUg2BSY> et IA Bursa et al., « Using The Integration Processes To Improve The Efficiency Of Agricultural Production », Research Journal of Pharmaceutical, Biological and Chemical Sciences, janvier-février 2019, p. 3 : [https://www.rjpbcs.com/pdf/2019_10\(1\)/\[199\].pdf](https://www.rjpbcs.com/pdf/2019_10(1)/[199].pdf) [consulté le : 30 août 2022].
12. « Israel's company to build dairy commercial farm in Chechnya », TASS, décembre 2013 : <https://tass.com/economy/710881> ; Alexéi Kuzmenko, « Black Earth founder invests in dairy cows in Chechnya », Russia Beyond, octobre 2013 : https://www.rbth.com/business/2013/10/15/black_earth_founder_invests_in_dairy_cows_in_chechnya_30801.html; « Russia and Israel in the Changing Middle East », Conference Proceedings Institute for National Security Studies, 2013 : <https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep08970.13.pdf> [consulté le : 30 août 2022].
13. « Vladimir Putin and Benjamin Netanyahu to discuss dairy farming development in Russia », DairyNews, juin 2016 : <https://dairynews.today/news/vladimir-putin-and-benjamin-netanyahu-to-discuss-d.html> [consulté le : 30 août 2022].
14. « Russia, Israeli firm agree to invest \$100 mln in Russia's dairy industry », Reuters, mars 2017 : <https://www.reuters.com/article/russia-dairy-investment-idUKL5N1GM51D>. Lorsque le ministre israélien de l'Environnement, Zeev Elkin, a été interrogé sur les raisons pour lesquelles il faisait personnellement la promotion du projet, son porte-parole a déclaré à Haaretz qu'Elkin était impliqué dans ses fonctions de président israélien du Comité économique conjoint israélo-russe et que « le projet laitier est un projet phare sur lequel le

- président russe et le Premier ministre israélien se sont mis d'accord il y a deux ans. » (voir : Shuki Sadeh, « Israel Eyes Russian Dairy Project With Fund Under Western Sanctions », Haaretz, avril 2018 : <https://www.haaretz.com/israel-news/business/2018-04-02/ty-article/israel-eyes-russian-dairy-project-with-fund-under-western-sanctions/0000017f-e21d-d568-ad7f-f37f3f980000>) [consulté le : 30 août 2022].
15. « RDIF makes giant investment into TH Group's Russian milk projects », Vietnam Investment Review, mai 2018 : <https://vir.com.vn/rdif-makes-giant-investment-into-th-groups-russian-milk-projects-59461.html> [consulté le : 30 août 2022].
16. Voir : Shuki Sadeh, « Inside the Shadowy World of Israeli Arms Dealers », Haaretz, 11 janvier 2020, <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-inside-the-shadowy-world-of-israeli-arms-dealers-1.8379032> ; Gur Megiddo, « The Israeli fighter pilots who got rich off Angola's civil war and their link to a Massive Cyberattack », Haaretz, 1^{er} janvier 2019, <https://twitter.com/haaretzcom/status/1079722354622656514>, <https://www.strategicstudyindia.com/2019/01/the-israeli-fighter-pilots-who-got-rich.html?m=0> [consulté le : 30 août 2022] ; et Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015
17. Pour plus d'informations et de sources sur cette affaire, voir le profil de l'entreprise dans cette annexe.
18. Voir également : Rui Verde, « Words and actions: a realistic enquiry into digital surveillance in contemporary Angola », Media Policy and Democracy Project, 2021, https://www.mediaanddemocracy.com/uploads/1/6/5/7/16577624/report_03_2021_words_and_actions_angola_masterset.pdf ; « Israeli involvement in electronic surveillance in Angola: a step towards transparency or the sophistication of illegal practices? », Media Policy and Democracy Project, 2021, https://www.mediaanddemocracy.com/uploads/1/6/5/7/16577624/angola_report.pdf [consulté le : 30 août 2022].
19. Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015.
20. Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015.
21. Agrotec, « Angola quer voltar a ser uma potência agrícola mais ainda há obstáculos », 15 juillet 2013, <http://www.agrotec.pt/noticias/angola-quer-voltar-a-ser-uma-potencia-agricola-mais-ainda-ha-obstaculos/> [consulté le : 30 août 2022].
22. Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015.
23. Voir : London Stock Exchange Group, « The Republic of Angola. US\$500,000,000 9.375 per cent. Notes due 2048 », 7 juillet 2018, https://www.rns-pdf.londonstockexchange.com/rns/9480U_1-2018-7-17.pdf ; Diário de Notícias « Contas do Governo angolano colocam 8% da dívida pública nas mãos de Israel », 6 juin 2018, <https://www.dn.pt/lusa/contas-do-governo-angolano-colocam-8-da-divida-publica-nas-maos-de-israel-9415371.html> [consulté le : 30 août 2022]; et Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015.
24. Selon Africa Intelligence, la procédure habituelle de Luminar consiste à proposer des prêts adossés à la production minière ou pétrolière, sous condition de conclure un contrat avec LR Group et/ou Mitrelli Group. Depuis les années 1990, Luminar a prêté au gouvernement angolais près de 3 milliards de dollars, « dont la majeure partie a été remboursée en pétrole brut ». Avant d'être liés à des projets agricoles comme Aldeia Nova, les contrats étaient liés à des équipements militaires et de surveillance (« Luminar, the tiny bank which lends to presidents... but only if they sign contracts with Mitrelli », 8 juillet 2020, https://www.africaintelligence.com/central-and-west-africa_business/2020/07/08/luminar-the-tiny-bank-which-lends-to-presidentsbut-only-if-they-sign-contracts-with-mitrelli,109243081-art [consulté le : 30 août 2022]).
25. LR Group, « Adama Aldeia Nova, Angola », non daté, <https://lr-group.com/project/adama-aldeia-nova-angola-2/> [consulté le : 30 août 2022].
26. Yotam Feldman, « High Times in Angola », Haaretz, 4 janvier 2009, <https://www.haaretz.com/1.5057354> [consulté le : 30 août 2022].
27. Garcia Neves Quitari, « Agricultura familiar em Angola: as armadilhas conceituais da classificação dicotómica », *Mulemba*, 5(10), 2015 (233-260), <https://doi.org/10.4000/mulemba.2010> [consulté le : 30 août 2022].
28. Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War*, Oxford University Press, Royaume-Uni, 2015.
29. « Luminar, the tiny bank which lends to presidents...but only if they sign contracts with Mitrelli », Africa Intelligence, 8 juillet 2020, https://www.africaintelligence.com/central-and-west-africa_business/2020/07/08/luminar-the-tiny-bank-which-lends-to-presidentsbut-only-if-they-sign-contracts-with-mitrelli,109243081-art [consulté le : 30 août 2022]. Eytan Stibbe a quitté Mitrelli Group en 2019.
30. Vital Capital possède également une participation dans le fonds de capital-investissement 8 Miles de Bob Geldof, qui a levé en 2020 150 millions de dollars pour investir dans des entreprises africaines dans huit pays. (voir : <https://frontera.net/news/want-change-world-ten-frontier-investors-making-biggest-impact/> et <https://www.thetimes.co.uk/article/inside-track-bob-geldofs-private-equity-fund-8-miles-eyes-ugandan-bank-exit-sxpf58lpz>) [consulté le : 30 août 2022].
31. Voir l'audit financier 2020 d'Aldeia Nova réalisé par Advisors dans : « Aldéia Nova. Relatório de Direcção. Exercício 2020 », avril 2021, <http://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4x/ndkx/~edisp/minfin1491822.pdf> [consulté le : 30 août 2022].

32. D'après l'audit : « au cours de l'exercice 2019, la société a enregistré des coûts résultant de : (i) STB Holdings, à hauteur de 228 240 000 Kz, sans aucune pièce justificative et sans le contrat respectif approuvé par le Conseil d'administration d'Aldeia Nova, et de (ii) Mitrelli Group Ltd. (Chypre) à hauteur de 98 366 880 Kz, présentés comme des frais administratifs et d'assurance de Mitrelli Group, qui n'avaient pas été approuvés par le Conseil d'administration » (voir l'audit financier 2019 d'Aldeia Nova réalisé par Advisors, dans : « Aldeia Nova Waco Cungo, S.A. Relatório de control interno para o exercício findo em 31 dezembro de 2019 », 2019, <http://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4x/mjiw/-edisp/minfin1220754.pdf> et Sahara Reporters, « DOSSIER: Owned By Amaechi's Friend — Everything You Need To Know About HSLI, The Israeli Company Hired To Jam The Networks During Elections », 14 février 2019, <http://saharareporters.com/2019/02/14/dossier-owned-amaechis-friend-%E2%80%94-everything-you-need-know-about-hsli-israeli-company-hired/>) [consulté le : 30 août 2022].
33. Radio Angola, « ONG denuncia "escravatura moderna" de trabalhadores pelo "Projecto Aldeia Nova" no Waku Kungo », 20 décembre 2020, <https://radioangola.org/ong-denuncia-escravatura-moderna-de-trabalhadores-pelo-projecto-aldeia-nova-no-waku-kungo/> [consulté le : 30 août 2022].
34. Selon Aldeia Nova, les agriculteurs et agricultrices doivent au total 1,4 million de dollars à l'entreprise (Aldeia Nova, « Relatório de direcção. Exercício 2020 », 2020, <http://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4x/ndkx/-edisp/minfin1491822.pdf>) [consulté le : 30 août 2022].
35. « Aldéia Nova. Relatório de Direcção. Exercício 2020 », avril 2021, <http://www.ucm.minfin.gov.ao/cs/groups/public/documents/document/aw4x/ndkx/-edisp/minfin1491822.pdf> [consulté le : 30 août 2022].
36. Angop, « Aldeia Nova monitora produção agrícola com drones », 9 février 2022, <https://www.angop.ao/noticias/economia/aldeia-nova-monitora-producao-agricola-com-recurso-a-tecnologia/>. Pour plus d'informations au sujet de Teleservice, voir : Rafael Marques, « Harvesting hunger in Angola's diamond fields », 2008, <https://media.business-humanrights.org/media/documents/files/reports-and-materials/Marques-Harvesting-Hunger-Angola-Diamond-Fields-Jul-2008.pdf>. Voir également : <https://freespeechdebate.com/discuss/rafael-marques-and-defamation-law-in-angola/> [consulté le : 30 août 2022]. (Marques est un journaliste angolais et un militant des droits humains dont les recherches lui ont valu d'être dénoncé pour diffamation et de risquer des années d'emprisonnement.)
37. Angop, « Finanças registam incumprimentos na liquidação dos activos vendidos », 17 août 2021, <https://www.angop.ao/noticias/economia/financas-registam-incumprimentos-na-liquidacao-dos-activos-vendidos/> [consulté le : 30 août 2022].
38. Les principales filiales de Netafim sont : Eden Irrigation, Hortifim B.V., Kassen-Verwarmingsindustrie Gakon B.V., MMXI Netafim Irrigation, Inc., Netafim Agricultural Financing Agency Private Limited, Netafim Australia Pty Limited, Netafim France SAS, Netafim Irrigation India Pvt Ltd., Netafim Mexico, S.A. De C.V., Netafim Peru, S.A.C, Regulación y manejo de fluidos, S.A., et Revaho BV (source : Capital IQ) [consulté le : 1^{er} juin 2022].
39. Le kibboutz Hatzerim a conservé 20 % de Netafim. Orbia est principalement contrôlée par Grupo Empresarial Kaluz S.A. de C.V., dont le siège est au Mexique. Les filiales de Kaluz sont consacrées aux services financiers, aux matériaux de construction et à l'industrie pétrochimique. Kaluz appartient à la famille del Valle Perochena, les principaux promoteurs du Conseil mexicain des affaires (CMN), connu comme le temple du secteur privé, car il regroupe les hommes d'affaires les plus riches et les plus puissants du Mexique (voir : <https://www.proceso.com.mx/reportajes/2020/11/9/los-padrinos-de-claudio-x-gonzalez-252392.html>). Francisco Javier del Valle Perochena, membre du conseil d'administration d'Orbia, semble être lié à des structures financières offshore, selon les Pandora Papers (voir : <https://theguadalajapost.com/2021/10/04/over-3000-mexican-elite-politicians-and-criminals-exposed-in-pandora-papers-video/>). La famille del Valle est l'actionnaire principal de Grupo Pochecha, une société placée depuis 2021 sous la surveillance de l'Unité mexicaine de renseignement financier (UIF) et de la Drug Enforcement Administration américaine pour son rôle présumé dans l'importation de précurseurs chimiques pour la fabrication de drogues (voir : <https://www.axisnegocios.com/breves.phtml?id=105534>) [consulté le : 30 août 2022].
40. Par exemple, Netafim est dans le catalogue 2021 de la Délégation commerciale israélienne en Roumanie (voir : Israel Export Institute, « Israeli Business Delegation to Romania », juin 2021 : https://www.export.gov.il/api/Media/Default/Files/Delegations/delegations_Romania_delegation_june21.pdf) [consulté le : 30 août 2022].
41. Orbia, 2020 Sustainability report : <https://www.netafim.com/es-pe/bynder/262D5F20-A3D9-4A4F-BFA05E4FF07877FA-reporte-de-sustentabilidad---2020.pdf> [consulté le : 30 août 2022].
42. Who Profits, « Netafim: from facilitator of occupation to global leader in sustainable agriculture », mars 2020, <https://www.who-profits.org/updates/netafim-from-facilitator-of-occupation-to-global-leader-in-sustainable-agriculture/> [consulté le : 30 août 2022].
43. Barak Ravid, « UN Sent Warning Letter to 150 Companies for Doing Business in Israeli Settlements », Haaretz, 28 septembre 2017, <https://www.haaretz.com/israel-news/un-warned-150-companies-for-doing-business-in-settlements-1.5453996> [consulté le : 30 août 2022]. D'après Michael Lynk, Rapporteur special sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, les colonies israéliennes constituent un crime de guerre (voir : « Les colonies israéliennes constituent un crime de guerre, selon

- Rapporteur special sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 », Nations Unies, 9 juillet 2021, <https://www.ohchr.org/fr/2021/07/israeli-settlements-amount-war-crime-special-rapporteur-tells-human-rights-council> [consulté le : 30 août 2022].
44. R.N. Bhaskar, « Israel's micro-irrigation king seeks crown in India », DNA, 2010, <https://www.dnaindia.com/business/interview-israel-s-micro-irrigation-king-seeks-crown-in-india-1411575> [consulté le : 30 août 2022].
45. Voir : Bismah Malik, « Israel-based irrigation firm, Netafim secures USD 85 million deal to execute three new projects in Karnataka », The Indian Express, 12 août 2020, <https://www.newindianexpress.com/business/2020/aug/12/israel-based-irrigation-firm-netafim-secures-usd-85-million-deal-to-execute-three-new-projects-in-k-2182534.html> ; et Orbia, « 2020 Sustainability report », 2020, <https://www.netafim.com/es-pe/bynder/262D5F20-A3D9-4A4F-BFA05E4FF07877FA-reporte-de-sustentabilidad---2020.pdf> [consulté le : 30 août 2022]. En 2019, Netafim a été chargé de construire des projets d'irrigation d'une valeur de 100 millions de dollars dans le Karnataka et le Telangana. La technologie concernée comprend la plate-forme d'irrigation NetBeatTM.
46. Madhvi Sally, « Budget gives push to micro-irrigation sector », The Economic Times, 1^{er} février 2021, <https://economictimes.india-times.com/news/economy/agriculture/budget-gives-push-to-micro-irrigation-sector/articleshow/80628252.cms?from=mdr> [consulté le : 30 août 2022].
47. Andhra Pradesh Coalition in Defence of Diversity, « Contract farming: Burden on exchequer. Kuppam's failed experiment points out better options toward state-supported agriculture », juillet 2002, <https://indiatogether.org/agriculture/dds/contractfarming.htm>, cité par BDS India, « Netafim in India: greenwashing apartheid. Brief study of Netafim's operations in Pollachi, Tamil Nadu », novembre 2020, <https://bdsmovement.net/resources/netafim-sustaining-israeli-settlements-greenwashing-apartheid-and-selling-unsustainable> [consulté le : 30 août 2022].
48. Voir : BDS India, « Netafim in India: greenwashing apartheid. Brief study of Netafim's operations in Pollachi, Tamil Nadu », novembre 2020, <https://bdsmovement.net/resources/netafim-sustaining-israeli-settlements-greenwashing-apartheid-and-selling-unsustainable> ; et Vivian Fernandes, « Karnataka's largest tech-induced irrigation project in muddy waters? », The Federal, 23 juin 2021, <https://thefederal.com/states/south/karnataka/rainfed-or-tech-induced-irrigation-farmers-caught-in-muddy-waters/> [consulté le : 30 août 2022].
49. Yuval Azulai, « Netafim wins \$100m Indian project », Globes, 11 mars 2019, <https://en.globes.co.il/en/article-netafim-wins-100m-indian-project-1001277460> [consulté le : 30 août 2022].
50. Venky Ramachandran, « Netafim India's Beer Game Problems », Agribusiness Matters, 8 août 2020, <https://agribusinessmatters.substack.com/p/netafim-indias-beer-game-problems?s=r> [consulté le : 30 août 2022].
51. Voir : [https://www.whoprofits.org/company/tahal-group-international/#:~:text=Tahal%20Group%20International%20is%2098.43,Aviv%20Stock%20Exchange%20\(KRNV\)](https://www.whoprofits.org/company/tahal-group-international/#:~:text=Tahal%20Group%20International%20is%2098.43,Aviv%20Stock%20Exchange%20(KRNV)) [consulté le : 30 août 2022].
52. Voir : http://media.corporate-ir.net/media_files/IROL/17/170444/lawFilings/getfile11.pdf [consulté le : 30 août 2022].
53. Voir : <https://www.whoprofits.org/company/tahal-group-international/> ; et Nations Unies, « Database of all business enterprises involved in the activities detailed in paragraph 96 of the report of the independent international fact-finding mission to investigate the implications of the Israeli settlements on the civil, political, economic, social and cultural rights of the Palestinian people throughout the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem (A /HRC/43/71) », février 2020, <https://digitallibrary.un.org/record/3872338?ln=es> [consulté le : 30 août 2022].
54. Pour le Kazakhstan, voir : <https://www.facebook.com/Tahalgroupposts/1317049418457795/> ; <https://www.water-technology.net/news/news-kazakhstan-to-receive-water-use-loan-from-the-ibrd-4257050/> ; <https://documents1.worldbank.org/curated/en/917891468272048966/pdf> ; <https://finchannel.com/world-bank-to-help-kazakhstan-modernize-irrigation-system/>. Sur le projet éthiopien, voir : <https://terraverde-ag.com/projects/irrigation-and-drainage-ethiopia/> [consulté le : 30 août 2022].
55. Voir : Ministère de l'Agriculture du Botswana, « National Agricultural Master Plan for Arable Agriculture and Dairy Development », juin 2014, <https://landmatrix.org/media/uploads/moagovbnvhubprojects.pdf> ; Wellington R.L. Masamba, « Transboundary Diagnostic Analysis of the Botswana Portion of the Okavango River Basin », OKACOM, juillet 2009, <https://iwlearn.net/resolveuid/a6a32ba3ea9cd1740d7870e914e96991> ; « Financiers shun multibillion Zambezi Agro-processing project? », Sunday Standard, 2 mars 2020, <https://www.sundaystandard.info/financiers-shun-multibillion-zambezi-agro-processing-project/> ; et <https://www.facebook.com/BotswanaGovernment/photos/a.336021353147196/1601660716583247/?type=3>. Le projet de développement agrocommercial intégré du Zambèze a finalement reçu une subvention de la Banque africaine de développement en mars 2022 (voir : <https://www.developmentaid.org/tenders/view/937351/zambezi-integrated-agro-commercial-development-project-avis-général-de-marché>) [consulté le : 30 août 2022].
56. Voir : <https://cyprusregistry.com/companies/HE/209696>. Zacharin aurait également été le chef du bureau du chef d'état-major israélien au Liban en 1982 lors du « massacre de Beyrouth » (voir : <https://cdn2.globalwitness.org/archive/files/pdfs/a%20crude%20awakening.pdf> ; et <https://tueriesdubrabant.1fr1.net/t1202p15-van-camp-catherine>) [consulté le : 30 août 2022].

57. Voir: Tribunal de Grande Instance de Paris, 11^{ème} chambre – 3^{ème} section, « Jugement N° 0019292016 », 27 octobre 2009, https://www.asser.nl/upload/documents/DomCLIC/Docs/NLP/France/Angolagate_Judgment_27-10-2009.pdf.
58. Chen Ma'anit, « Arcadi Gaydamak begins prison term in France », Globes, 24 novembre 2015, <https://en.globes.co.il/en/article-arcadi-gaydamak-begins-prison-term-in-france-1001083454> [consulté le : 7 octobre 2022]. Récemment, Zeev Zacharin a été inculpé dans le cadre d'une procédure au Luxembourg pour avoir rédigé de faux procès-verbaux de conseil d'administration qui auraient permis aux gestionnaires d'actifs de Gaydamak de détourner des fonds, dont 7,4 millions de dollars (7 millions d'euros) auraient été déposés sur le compte bancaire personnel de Zacharin (voir : <https://www.intelligenceonline.com/corporate-intelligence/2021/08/25/zeev-zacharin-still-sought-in-luxembourg-over-gaydamak-s-missing-millions,109686932-eve>) [consulté le : 30 août 2022].
59. Voir : « Congo pays \$50 million for Israeli military trainers », UPI, 9 février 2014, <https://www.upi.com/Archives/1994/02/09/Congo-pays-50-million-for-Israeli-military-trainers/5859760770000/> ; Gabriella Pagliani, *Il mestiere della guerra: dai mercenari ai manager della sicurezza*, Franco Angeli, 2004 p. 85, <https://books.google.ca/books?id=0bfTjoMQrsMC&printsec=frontcover> ; Greg Mills et John Stremlau, *The Privatisation of Security in Africa*, SAIIA, mars 1999, https://www.africaportal.org/documents/1264/Privatisation_of_security_in_Africa.pdf ; et https://www.sourcewatch.org/index.php/Levdan,_Ltd [consulté le : 30 août 2022].
60. Voir : « Dos Santos prestes a reabilitar general corrupto », Maka Angola, 8 avril 2014, <https://www.makaangola.org/2014/04/dos-santos-prestes-a-reabilitar-general-corrupto/>, et Rafael Marques de Morais, « Gaydamak, Mossad e o poder de Dos Santos », Maka Angola, 8 septembre 2012, <https://www.makaangola.org/2012/09/gaydamak-mossad-e-o-poder-de-dos-santos/>. Les propriétaires de Terra Verde Empreendimentos Agrícolas SARL sont : COPINOL SARL (80 %), une société de BVI appelée Pusan Finance Limitada (15 %), Fernando Alberto Vasquez Araújo (4 %), et Alberto Serafim Ferreira Vasquez Araújo (0,5 %). COPINOL appartiendrait à Gaydamak et Zacharin (Rafael Marques de Morais, op.cit). Lors d'une procédure judiciaire, Gaydamak a admis que Pusan avait reçu des fonds du magnat du diamant israélien Lev Leviev pour la participation de 50 % de Gaydamak dans l'entreprise angolaise de mine de diamants qu'ils détenaient. Gaydamak comme Araújo ont gagné des millions grâce au scandale de l'Angolagate (voir <https://www.casemine.com/judgement/uk/5a8ff7e360d03e7f57eb2a33> et Rafael Marques de Morais, op.cit). Voir également : « Organic Growth », Sonangol Universo, automne 2004, p. 20 : https://www.sonangol.co.ao/Portugu%C3%Aas/Documents/su03_oct2004.pdf) [consulté le : 30 août 2022].
61. Joe Charlaff, « Israeli agricultural know-how helps Angola grow their own », Israel 21c, mai 2006, <https://www.israel21c.org/israeli-agricultural-know-how-helps-angola-grow-their-own/>
62. Voir : Agrix, « Dutch agrifood private sector involvement in Angola. Developing Angolan-Dutch private sector cooperation », janvier 2015, <http://businessdocbox.com/Agriculture/72946963-Final-draft-not-intended-for-distribution.html> ; et Yonatan Kitain, « TAHAL builds infrastructure for Angolan farming project », Globes, 27 octobre 2014, <https://en.globes.co.il/en/article-tahal-builds-infrastructure-for-angolan-farming-project-1000981518>. Avant de rejoindre Tahal en 2001, Lipkin-Shahak, a été membre de la Knesset israélienne et officier haut gradé dans l'armée israélienne – chef du renseignement de 1986 à 1991, chef d'état-major adjoint de 1991 à 1995 et chef d'état-major de 1995-1998 (voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Amnon_Lipkin-Shahak). Il serait également un « ami et partenaire commercial » d'Arcadi Gaydamak (voir : https://thirdworldtraveler.com/Weapons/Influence_Peddlers_MAK.html) [consulté le : 30 août 2022].
63. Le gouvernement a affirmé qu'il avait indemnisé 652 paysan-nes déplacé-es par le projet. Voir : <https://www.makaangola.org/2014/11/general-governador-toma-de-assalto-terras-do-kwanza-sul/> [consulté le : 30 août 2022].
64. « What Tahal's \$370M project means for Angola's agriculture development », Caterpillar Technicians for Africa, 10 juillet 2017, <https://techniciansforafrica.caterpillaruniversity.com/what-tahals-370m-project-means-for-angolas-agriculture-development/> [consulté le : 26 août 2022]
65. Voir : <https://www.tahal.com/tahal-group-together-partner-zrb-company-will-carry-three-agricultural-projects-angola-total-value-nis-1-billion/> et <https://www.kardan.nl/images/annual-report/annual-reports-barnea/BARNEA-2019-FINAL.pdf>. Ils ont également signé un accord distinct de 176 millions de dollars cette année-là avec le gouvernement zambien pour construire un projet de village agricole, appelé AgroLuswishi, sur 7 782 hectares. Mais Tahal et ZRB n'ont pas été en mesure de conclure un accord de financement avec une banque étrangère pour ces autres projets en Angola, et le projet zambien semble également être au point mort (voir : <https://tinyurl.com/33jyke8x>) [consulté le : 30 août 2022].
66. Kardan N.V. « Annual report 2020 », <https://www.kardan.nl/images/annual-report/annual-reports/Kardan-Annual-Report-2020.pdf> [consulté le : 30 août 2022].
67. Hortênsio Sebastiao, « Quiminha : Objectivo para o qual foi criado está longe de ser alcançado », 18 février 2022, <https://novo-jornal.co.ao/economia/interior/quiminha-objectivo-para-o-qual-foi-criado-esta-longe-de-ser-alcançado-106884.html> (version PDF) [consulté le : 30 août 2022].